

Colloque « Où va la Chine ? »

***Organisé au Sénat par le forum du Futur
le 8 juin 2009
Synthèse par le VAE (2S) Patrick Hébrard***

Où va la Chine ?

Le 8 juin 2009, le Forum du Futur organisait, au Sénat, un colloque intitulé « Où va la Chine ? ». M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre, sénateur, membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, en assurait l'introduction. DEMOS y était associé et reproduit ici un résumé des différentes interventions.

J.P. Raffarin – La Chine est revenue au premier rang des nations, une place qu'elle a déjà tenue au cours de sa longue histoire. Sur le plan économique sa croissance est impressionnante, elle est passée de 0,5% du PIB mondial en 1975 à 5% en 2005. Avec les Etats-Unis, le stade des échanges est dépassé et l'on peut parler d'une imbrication complète des économies où la Chine joue le rôle de banquier. Ces liens constituent peut-être la préfiguration d'un G2. La Chine demande que le monde la reconnaisse ; elle l'exprime à travers ces grandes manifestations que sont les Jeux Olympiques et l'Exposition universelle de Shanghai. De nombreuses difficultés l'attendent, mais pas davantage finalement que d'autres pays touchés par la crise. Elle fait des efforts considérables pour maintenir sa croissance, avec un plan de relance de 460 milliards d'euros. La situation sociale en Chine est l'une des interrogations, bien que le gouvernement soit déterminé à maintenir la stabilité, vertu cardinale avec l'harmonie. Son idéogramme représente la céréale d'abord et la bouche, la parole, ensuite. Mon intérêt pour la Chine tient à ces valeurs qu'elle va diffuser grâce à sa puissance, comme les Etats-Unis l'ont fait après la Seconde Guerre mondiale. Il est important, pour les jeunes générations, de mieux connaître ce pays, ses normes, de respecter sa culture. L'affaire du Dalaï-lama est compliquée. Pour nous, c'est un chef spirituel, pour les Chinois, c'est un chef politique. En attaquant la flamme olympique, les Chinois n'ont pas fait le lien avec le Tibet, mais avec les Jeux qu'ils organisaient et qu'ils espéraient chez eux depuis longtemps. Il faut que nous parlions avec la Chine, non seulement la France, mais aussi l'Europe, une institution compliquée vue de Chine. Les Chinois y ont intérêt pour ne pas rester dans une relation bilatérale avec les Etats-Unis.

Table ronde n°1 – La situation intérieure – modérateur - amiral Bétermier

J.L. Domenach – Je traiterai successivement de trois points: la mutation considérable du régime politique et de la société chinoise depuis la véritable révolution en fait, depuis 1978, ensuite, la politique chinoise dans la crise et enfin où va la Chine, quelles sont les évolutions possibles?

Sur la mutation du régime, il y a trois dates importantes, la mort de Mao Zedong, en 1976, avec le changement de priorités décidées par son successeur, la modernisation remplace la révolution pour atteindre les grands objectifs, la réponse de Teng Siao Ping aux événements de 1989, ensuite, qui fait le pari de la mondialisation en profitant d'une main d'œuvre nombreuse et bon marché et qui va lancer la Chine dans une croissance ininterrompue pendant 30 ans, enfin, la transformation de cette économie et l'instauration d'une certaine modernité sociale qu'entreprend, avec intelligence le gouvernement actuel. La crise est arrivée à ce moment délicat où la Chine commençait à ralentir une croissance quantitative pour la rendre plus qualitative. Elle a accéléré le ralentissement de la croissance et provoqué un chômage très important qui aurait pu se transformer en explosion sociale. Le gouvernement sait que sa légitimité tient dans sa réussite économique et le talent du premier ministre Wen Jiabao a été d'organiser un plan de relance vigoureux tout en favorisant un retour dans les campagnes des millions de désœuvrés.

Où va la politique chinoise ? Une évolution démocratique est impensable: elle demande du temps, la priorité reste encore à l'économie et les expérimentations en ce sens restent très limitées, ce qui est sans doute une erreur. En revanche, l'on assiste à une influence plus forte des corporations professionnelles et des experts. Le système politique sera obligé de tenir compte de la puissance des grandes entreprises et l'on pourrait assister à une évolution de la Chine à mi-chemin entre celles de l'Inde ou du Brésil et celle de la Russie.

E. Izraelewicz – Il est frappant de voir l'intérêt qui est porté à la Chine, alors que son voisin le Japon a une économie qui pèse encore trois fois la sienne. Le Japon s'intéresse de près à la Chine et au redémarrage de son économie qui devrait entraîner la sienne.

Où va la Chine ? Il est difficile de répondre à cette question que je me pose depuis plus de vingt ans. On parlait alors de l'écèlement de l'empire, plus récemment ce fût la crise des subprimes, puis la théorie du découplage, qui prédisait que les pays émergents ne seraient pas touchés par la crise, enfin, la théorie inverse, en raison de la contraction des exportations. Effectivement la croissance chinoise est passée de 12% en 2007 à 6% au premier trimestre 2009, avec des fermetures d'usines, des révoltes dans les campagnes, faisant craindre une explosion sociale. Mais ce n'est pas le scénario que je privilégie. La Chine est toujours l'une des destinations préférées des investisseurs.

Il y a effectivement un certain nombre de risques amplifiés par la crise actuelle. Ces risques, ce sont évidemment les risques sociaux avec les inégalités entre les villes et les campagnes : ils ne sont pas récents et le gouvernement a lancé le thème de l'harmonie sociale avec la reconstruction d'une protection sociale. Ce sont également les risques pour l'environnement, les catastrophes écologiques, l'eau et dans ce domaine aussi, le gouvernement fait preuve de vigilance et durcit les normes. Le risque financier est également évoqué en raison de la rusticité du système bancaire chinois, mais là encore, les Chinois font appel au savoir-faire des banques internationales pour structurer leurs propres banques. Le risque démographique, pour lequel, il est difficile de cerner les mesures prises et le risque de la montée du protectionnisme qui pourrait mettre en cause la croissance. Tout cela, d'une part la Chine a les moyens financiers d'y faire face, d'autre part, le gouvernement chinois en a conscience et, pour une grande part, le prend en compte. Je pense que l'on va assister à une triple mutation : passer d'une croissance liée aux exportations à une croissance basée sur la consommation intérieure, passer d'une croissance extensive à une croissance intensive, enfin passer d'une économie industrielle à une économie de la connaissance, rendue possible par l'augmentation des étudiants en université.

La Chine va devenir un partenaire plus difficile, plus exigeant, maîtrisant de plus en plus de technologies, ce qui en fera un concurrent redoutable. La Chine veut retrouver son indépendance, y compris sur le plan monétaire.

Colonel Ch. Ph. Godard – Beaucoup s'inquiètent de l'augmentation rapide du budget de Défense chinois. En réalité, la Chine ne fait que rattraper son retard. Jusqu'à la chute de l'URSS, il y avait une alliance objective entre la Chine et les USA pour contenir la menace soviétique. Mais plusieurs événements vont faire prendre conscience au régime de sa vulnérabilité : Tien an'men, la démonstration technologique américaine en Iraq en 1990, la crise de Taïwan en 1996 avec les porte-avions américains et le conflit du Kosovo avec le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade.

La défense est la quatrième priorité. Il ne s'agit pas pour la Chine de contester la puissance des Etats-Unis, mais d'exister et de défendre ses intérêts. Sous la Chine populaire, il faut défendre le territoire. Dans les années 1980, la Chine découvre ses intérêts de souveraineté avec le développement de son économie ; l'horizon s'élargit à la mer de Chine, avec un point de focalisation: Taïwan. Aujourd'hui, il lui faut se préoccuper de ses lignes

d'approvisionnements stratégiques et aller dans l'Océan Indien et dans le Pacifique. Sur le plan terrestre, l'armée défend le parti et avec lui la stabilité du pays. Les problèmes frontaliers sont presque tous réglés, sauf avec l'Inde. Les différends sont en mer. Si le problème de Taïwan est en passe d'être résolu, ceux des îles du sud de la mer de Chine, les Paracel et les Spratley sont loin d'être réglés. La Marine est une priorité comme le montrent les programmes d'acquisition depuis 2000 : 27 sous-marins, 8 frégates et des dizaines de catamarans amphibies. Le porte-avions reste en débat. L'autre priorité, c'est l'espace où la Chine a rejoint les USA et la Russie.

L'effort apparaît légitime, somme toute, pour défendre des intérêts grandissant et laver les humiliations passées.

J.Y. Feng – Je ferai quelques observations à partir de ce qui s'est dit, avec lequel, je suis globalement d'accord. La Chine se retrouve troisième économie du monde et se pose aujourd'hui la question de ses relations avec l'Occident. Je pense que les contacts sont encore insuffisants pour pouvoir se comprendre. Le monde a les yeux rivés sur le pouvoir politique actuel qui a des insuffisances dans bien des domaines. Mais ce pouvoir a choisi de mener une révolution économique sans affronter les problèmes sociaux. Pour les Occidentaux, il aurait dû inverser les priorités, mais pour les Chinois, il est plus important de développer le pays. Et ce développement finit par avoir des effets positifs : la Chine s'ouvre progressivement et les Chinois prennent conscience de ce qu'ils doivent encore acquérir. Je pense qu'il serait plus utile d'accompagner ces efforts plutôt que de mener des opérations éclair qui ne font que renforcer la fibre nationaliste. La Chine a connu plus de cent ans d'occupation occidentale, le sac du Palais d'été et le pillage de la cité interdite. Elle n'a pas oublié et considère que l'Occident n'est pas le mieux placé pour donner des leçons.

Les Français avaient la cote grâce au Général de Gaulle. Une succession de malentendus récents nous a éloignés. Nous sommes deux grandes cultures et nous avons les deux meilleures cuisines du monde. Il n'y a pas de raison que nous ne nous entendions pas.

Table ronde n°2 – Les relations internationales – modérateur – ambassadeur Froment-Meurice

F. Scheer – En 2025, la Chine aura rattrapé le PIB américain. Elle est déjà le second consommateur d'énergie au monde. Elle consommait principalement du charbon dont elle dispose en abondance. Avec l'accélération de la croissance, ses besoins en énergie se sont multipliés. Elle importe du pétrole depuis le milieu des années 90, mais en ayant conscience qu'il lui faut diversifier ses ressources. Elle se tourne alors vers le nucléaire qu'elle maîtrise déjà sur le plan militaire. De 1985 à 1998, elle va se doter de 11 réacteurs nucléaires, de technologie majoritairement française. Dans les années 2000, elle fait une pause qui va être très vite interrompue par l'augmentation de la croissance qui atteint 12%. Se pose alors le problème de construire en national des réacteurs identiques ou de faire le choix de la 3^{ème} génération de réacteurs avec l'aide étrangère. Les Chinois vont adopter, dans un premier temps une solution mixte et opter, en 2004, pour l'achat de 4 réacteurs américano-japonais (Toshiba-Westinghouse). Mais avec la poursuite de la croissance, cette solution paraît vite insuffisante et en 2007, la Chine passe contrat avec AREVA de 2 EPR supplémentaires, assorti d'un certain nombre de conditions. L'objectif est revu à la hausse et prévoit la production de 70.000MW en 2020 et 100.000MW en 2030. Cela représente la construction d'une soixantaine de réacteurs d'ici 2020. Ces chiffres ne pourront être atteints qu'en faisant appel aux réacteurs de 4^{ème} génération encore à l'étude. Cela signifie aussi que la Chine va entrer dans le cercle très fermé des pays maîtrisant les technologies nucléaires de pointe. Elle

sera une concurrente redoutable, mais sans doute aussi un partenaire intransigeant de la non-prolifération.

M. Duchatel – Je vais aborder les relations sino-américaines et la politique extérieure chinoise en Asie orientale. J'évoquerai d'abord la question du G2, pour noter l'asymétrie forte des positions américaines et chinoises sur ce sujet. Autant les Américains l'ont évoqué à plusieurs reprises, autant, les Chinois sont restés extrêmement discrets. Peut-être un regard sur les relations sino-américaines en Asie orientale, ces dernières années serait-il en mesure de nous éclairer ?

Mais auparavant, il faut évoquer les objectifs de la politique extérieure chinoise. Du temps de Mao, cette politique était au service d'une idéologie. A partir des années 70, elle s'est adaptée pour servir les intérêts d'une puissance qui se développait. La Chine possède une culture stratégique héritée de sa culture et de son Histoire. Elle a une tradition de réalisme stratégique et une véritable culture de l'opacité. Cette culture a accompagné sa montée en puissance, plaçant dans une position inconfortable ses principaux voisins. Il y a une ambivalence dans la politique extérieure chinoise qui se manifeste par une volonté de conquête d'une position dominante sans défier frontalement les intérêts des Etats-Unis. Les principaux différends stratégiques dans la zone, Taïwan et la Corée du Nord, ont servi de laboratoire au G2. Si ce colloque s'était tenu il y a deux ans, le débat aurait porté sur la menace chinoise. Aujourd'hui, il est question de cogestion, ce qui montre le chemin parcouru. La Chine a réussi à modifier le paysage régional, en sa faveur, principalement par sa pénétration économique en établissant des relations clientélistes et en institutionnalisant ses relations avec les pays de la région et en particulier l'ASEAN. Avec Taïwan, la Chine est passée en quelques années d'une logique de confrontation à une coopération : économie contre ouverture de Taïwan à l'international. Est-ce durable ? Il y a des raisons pour le croire. En tout cas le Président Obama a fait le choix de soutenir ce processus.

Sur la Corée du Nord, la Chine a été un partenaire responsable. Elle a organisé les pourparlers à six pays, voté les sanctions à l'ONU, mais elle n'a pas utilisé l'arme alimentaire pour faire plier les autorités coréennes, ce qui pose la question des capacités ou des intentions. Duplicité ou impuissance ?

A la lumière de ces deux exemples, l'idée d'un G2 n'apparaît pas complètement absurde, mais il faut l'envisager pour des opérations au cas par cas, fondées sur des intérêts, sans institutionnalisation du processus.

I. Facon – La relation bilatérale sino-russe suscite l'intérêt de l'Occident en ce qu'elle pourrait conduire à un nouvel ordre mondial où les pays émergents pèseraient davantage. La Chine et la Russie affichent la volonté de contribuer à cette évolution, mais c'est surtout la Russie qui valorise cette relation. Depuis 2004, les différends avec l'Occident se sont, en effet, multipliés et les responsables russes se sont tournés vers la Chine minimisant les problèmes qu'ils peuvent avoir avec leur grand voisin sur la partie extrême-orientale du pays et sur l'Asie centrale.

La crise démographique en Russie se traduit en Extrême orient par un déséquilibre entre les deux côtés de la frontière avec la Chine où 7 millions de Russes font face à 110 millions de Chinois, dans une zone riche en matières premières. Ce déséquilibre a déjà provoqué un flux migratoire estimé officiellement à 35.000 personnes, mais qui, en réalité, s'élèverait à 400.000 Chinois installés illégalement en Sibérie. Le pouvoir russe semble s'en accommoder, même si la perspective d'un ralentissement économique en Chine peut faire craindre une arrivée massive de population qu'il n'arriverait pas à contrôler. La Russie regrette également l'absence d'investissement chinois en Sibérie d'où ils importent surtout des matières premières.

En Asie centrale, Chine et Russie ont le souci commun de maintenir la stabilité ce qui les a conduits à créer, en 1996, l'Organisation de Coopération de Shanghai. Mais la Russie s'inquiète de la pénétration économique chinoise dans la région qui s'est accélérée depuis 2000. Les deux pays diffèrent maintenant sur l'objet de l'Organisation qu'ils ont créée, la Chine souhaitant l'élargir aux enjeux économiques, alors que la Russie entend la limiter aux questions de sécurité. En réalité derrière la sérénité affichée par les responsables russes se cache une interrogation sur les motivations de la Chine à long terme qu'ils n'arrivent pas à décrypter. Certains experts russes n'hésitent plus à dire : « nous ferions mieux de nous réconcilier avec les Occidentaux, non pas pour faire une alliance contre la Chine, mais pour être plus solide face à un éventuel problème chinois sur le plus long terme ».

N. Delapalme – La présence chinoise en Afrique remonte au 15^{ème} siècle, avec les explorations de l'amiral Zheng He. Ces relations ont repris ces dernières années et connaissent une extraordinaire progression. En 2008, les échanges commerciaux chinois avec l'Afrique ont atteint 106 milliards de \$, soit une multiplication par 10 depuis 2000. Ces échanges touchent plus d'une vingtaine de pays, de façon substantielle, exponentielle même pour certains pays (+441% pour le Niger entre 2007 et 2008), et ne concernent plus seulement des produits pétroliers, mais aussi des minerais et du bois, ainsi que la création de projets d'infrastructures et d'exploitations agricoles. L'Afrique est devenue un enjeu stratégique majeur pour la Chine :

- sur le plan économique: approvisionnements en énergie et en minerais, marché pour les exportations chinoises, pour les banques
- sur le plan politique, pour pouvoir compter sur les voix des pays africains aux Nations Unies,
- sur le plan militaire avec la participation aux opérations de maintien de la paix (1800 hommes et un général chinois au commandement de la MINURSO), une politique de vente d'armes plus agressive et une présence navale contre la piraterie au large de la Somalie.

La présence de Chinois en Afrique est évaluée à 700.000, mais ce chiffre est sans doute sous-estimé. Elle mène une politique de visas conciliante pour les étudiants africains et consent des facilités de paiement et des aides aux gouvernements en difficulté. Plus important, les dirigeants chinois montrent de la considération à leurs homologues africains par des visites fréquentes et soigneusement préparées, partageant leurs préoccupations qui, il y a peu, étaient encore celles de la Chine sous-développée.

Cette présence accrue a toutefois des fragilités : une concurrence croissante d'autres pays émergents comme l'Inde ou le Brésil, une menace sur l'emploi africain car les entreprises chinoises embauchent peu et une fragilisation des situations budgétaires des pays africains.

La Chine a une stratégie pour l'Afrique qui s'inscrit sur le long terme et la stabilité de ce continent dépendra de l'aptitude de l'Occident à s'entendre avec elle.

H. Froment-Meurice – Il m'apparaît très hasardeux d'essayer de tirer des conclusions de ces différentes interventions. La Chine, c'est avant tout très complexe. Je me contenterai donc de rappeler ce que disait Mao Zedong : « il faut marcher sur deux jambes », ce qui signifiait qu'il fallait être Rouge, dans la ligne du parti et en même temps expert. Aujourd'hui, il faut toujours être dans la ligne du parti, position fermée, mais l'expertise, c'est l'ouverture économique. La Chine pourra-t-elle tenir ce grand écart encore longtemps ? Il semble que oui tant que cette alliance génère de la croissance. Il faut donc aller à la rencontre de la Chine en sachant qu'elle peut être une chance autant qu'une menace. Ne pas miser que sur la chance, mais ne pas non plus diaboliser la menace, c'est-à-dire, marcher, nous aussi, sur deux jambes.